

« Il pleut toujours où c'est mouillé » (film de Jean Daniel Simon - 1974)



Manipulation ?... Valérie Pécresse en 2008 évoquait « le fléau du vieillissement » Or en 2013, 30% de la population française à moins de 25 ans et 9% plus de 75 ans (Le monde diplomatique juin 2013)



« Transmission générationnelle »
et solidarité entre « SNEP toujours »
et collègues de l'Académie d'Amiens
lors d'une journée régionale UNSS
à Fort-Mahon

70^{ème} Anniversaire du programme du CNR* (1944)

**Droit au travail, droit au repos, sécurité sociale,
sécurité de l'emploi, retraite, droits sociaux et syndicaux...**
Préservez les acquis !!! Agissons pour de nouveaux progrès !!!

* (Conseil National de la Résistance)



Le secteur Retraités et ses représentants

Louise GAVARY
Edouard VERNIER
Bernard CHARLIER
Roland ROUZEAU
Viviane GOBEAUT
Marie-Claude BAUDELET
Sylvie DURTH
Yann LEQUEUX
Michèle BUCLOU
Nicole LERAUX
Yvon ADAM
Suzanne FORGET
Raymond DELIGNY
Michel LOREAU
Pierre ROBINET
Françoise ROBINET
André COLLET
Martine BEISSEGES
Jacques SILHOL
Andrée ZELED
Elisabeth POGGI
Daniel LEROY
Jean Charles PERDUCAT
Michel OSSAKOWSKY
Huguette FOSSAT
Jacques RIGOLET
Gérard WERMELINGER
Pierre ZINDY
Nicole COULON
Paulette CADET
Alain LESIMPLE
Victor KOWALYCK
Michel CREMONESI
Annick BEGUERY
Françoise LEGRAND
Nancy BOHAIN

SOMMAIRE

- Edito p. 2
- Nouvelle « réforme des retraites » p. 3
- L'avenir des retraités en France, en Europe p. 4
- Débat – Daniel Rallet p. 5
- Compte-rendu de la C. Nationale retraités p. 6-7
- Echos des Régions p. 8
- Culture p. 9
- Bilan stages-séjours 2013 p. 10
- Stages-séjours 2014 p. 11
- Suite stages-séjours 2014 p. 12



Bataille d'idées et mobilisations pour le mieux vivre grâce aux solidarités

Difficile de savoir exactement, à l'issue de la conférence sociale, quelles seront les propositions exactes du gouvernement pour les retraités et les retraités. Il semble que la levée de boucliers contre le contenu du rapport Moreau et suite aux premières déclarations gouvernementales, notamment de syndicats comme la FSU, la CGT, FO, ... ait entraîné une certaine prudence du pouvoir. Plusieurs mesures d'austérité renforcée n'ont pas été reprises par le Président de la République notamment concernant les retraités (sous indexation des pensions, augmentation du taux de CSG, ...).

Néanmoins, s'il a écarté un nouveau recul de l'âge légal, il a repris la proposition calamiteuse de la prolongation de la « durée de cotisation » et de la décote qui l'accompagne. Cette mesure réduirait tellement le niveau des pensions que, peu importe l'âge légal, les salariés seraient contraints de choisir entre continuer à travailler pour obtenir une retraite décente (s'ils n'ont pas déjà été évincés de leur emploi, ce qui est le cas le plus fréquent, dans le privé!) ou accepter une pension fortement amoindrie, notamment les femmes et les travailleurs les plus précaires. La vie des actifs comme des retraités en serait gravement détériorée, les inégalités accrues. Est-il raisonnable de poursuivre dans cette voie ? Au profit de qui ?

Les pistes de financement alternatives, portées par des forces sociales dont la FSU, n'ont pas été prises en compte. Il nous faut donc continuer à les rendre publiques, à les crédibiliser dans l'opinion, à mener une grande campagne d'idées, la plus unitaire possible.

Cette crédibilisation de nos propositions alternatives, basées sur les besoins humains (emploi, pouvoir d'achat, santé...), mais aussi sociaux, économiques, donc sur un autre partage des richesses, aidera à la mobilisation indispensable, que nous aurons à construire, dès la rentrée de septembre, moment où le gouvernement rendra public son projet de réforme.

Nous n'avons que quelques mois, ensemble, actifs et retraités, pour créer un rapport de force permettant de faire entendre nos revendications prenant en compte les besoins réels de la population et, quoiqu'on dise, les moyens qui existent bien pour les satisfaire. Lier intimement les dossiers des retraités, de la santé et de la protection sociale en général, du pouvoir d'achat, de l'emploi, permet de mieux souligner les enjeux communs et la crédibilité de nos propositions ...

Faire comprendre aux salariés, à nos collègues, que notre choix est celui du mieux vivre grâce à la solidarité contre le choix de l'individualisme et de l'assurantiel, tel est l'enjeu.

Alors ! Tous concernés ! Actifs et retraités ! Dès maintenant !

Serge CHABROL

Secrétaire général



**Le 12 juin, 1 155 retraités sont syndiqués soit 12,17% de l'ensemble des syndiqués au SNEP.
100 retraités dont 32 partis à la retraite en 2012 ne sont pas resyndiqués.**
Louise GAVARY

Nouvelle "réforme des retraites"

Beaucoup plus de retraités, vivant sensiblement plus longtemps qu'il y a 40 ans, c'est un bonheur et une richesse, mais cela représente un coût considérable.

Alors ? Diminuer les pensions versées comme s'y sont efforcées les « réformes » successives depuis 87 ? Ou bien, augmenter leur financement, comme cela avait été fait précédemment : doublement de la part des retraites dans le PIB (de 6 à 12%), lui-même doublé, de 1960 à 2000 ? Il nous faut choisir, actifs et retraités, ensemble et concernés !

Une nouvelle « réforme des retraites » est en préparation : débat imminent, pour décisions à la rentrée. Quelle orientation prendra-t-elle ? De nouvelles mises en cause, voire une « réforme systémique » catastrophique, ou la recherche de nouveaux financements solidaires ? Cela dépend aussi de nous, de notre débat, de notre prise de conscience des enjeux, de notre mobilisation, non seulement pour dire non, mais aussi pour mener la campagne pour de nouveaux progrès, nécessaires et possibles.

Depuis 87, 3 axes ont été retenus, aussi néfastes les uns que les autres :

- **Reporter l'âge** auquel les travailleurs peuvent accéder à une retraite d'autant plus attendue que les conditions de travail se dégradent et que pour vivre une retraite heureuse, il faut y accéder suffisamment tôt et en bonne santé. Il est pourtant aberrant d'accroître le chômage des jeunes et des personnes âgées en interdisant la mise en retraite à 60 ans ! Payer un chômage accru plutôt que des retraites n'intéresse que les employeurs espérant ainsi peser davantage sur les revendications salariales et sur le temps de travail !
- **Amputer les pensions** de retraites, en les indexant sur les prix (sous-évalués !) et non plus sur les salaires, puis en les désindexant même

sur les prix, en instituant des « minorations » pour trimestres manquants ou trimestres non pris en compte.... Femmes et basses rémunérations en sont les principales victimes.

- **Exiger un nombre accru** de trimestres de cotisations, pour atteindre les 2 objectifs ci-dessus en réduisant les pensions par les minorations ou/et en incitant – volontairement ! – les travailleurs à reporter leur mise en retraite....



Financer bien davantage les retraites, c'est nécessaire et c'est possible :

À nous de surmonter et de dénoncer le bourrage de crânes !

- **C'est nécessaire**, pour une vie meilleure, pour des retraités actifs socialement et en bonne santé, pour le maintien de la consommation et de la production, pour maintenir la solidarité intergénérationnelle en évitant la fuite dans le chacun pour soi vers des retraites capitalisées, au grand bonheur des spéculateurs....

- **C'est possible**, notamment au plan démographique car, si les plus de 60 ans doivent passer de 21 à 31% de la population en 2050, de 2000 à 2040, chaque actif ne « supportera » que 10% de plus d'inactifs (jeunes, chômeurs ou retraités, seulement 1,54 au lieu de 1,42) alors que la production du travail, donc les richesses créées aura plus que doublé ! C'est possible en récupérant plus de cotisations retraites : plus d'emplois productifs et de meilleurs salaires, moins d'exemptions de cotisations et plus d'investissements productifs, notamment dans la formation et la recherche, un meilleur partage des richesses, la taxation des profits exorbitants et la lutte contre la fraude fiscale.

Encore faut-il qu'ensemble, actifs et retraités, nous mettions les pieds dans le plat du débat, des propositions, de l'action, avec confiance et détermination à vivre mieux.

Edouard VERNIER

Une arnaque significative : la RAFP !

En 2040, la « retraite additionnelle de la FP » aura encaissé 60 milliards d'euros de cotisations et n'aura versé aux agents concernés que 21,5 milliards en prestations, capital ou rente viagères ! ...

C'est la Cour des comptes elle-même (référé du 14 mars 2013) qui le met en évidence et qui s'interroge sur les obligations acquises par la RAFP auprès de la Grèce, de l'Irlande, de l'Italie... entraînant une moins-value de 650 millions d'euros ! ...

Les 4,3 millions de fonctionnaires concernés apprécieront ! Souhaitons qu'ils exigent, avec nous, la mise au pas salubre, enfin, de la finance !

Edouard VERNIER

À VOTRE BONNE SANTÉ : le soutien financier des administrations à la protection sociale complémentaire de leurs fonctionnaires est pour le moins très inégal. Les disparités entre ministères sont considérables et varient dans un rapport de 1 à 20 : le ministère de l'Éducation nationale a consacré en moyenne 6 €, en 2012, à la couverture complémentaire santé et prévoyance de chacun de ses agents, contre 19 € au ministère de la Justice, 24 € à l'Écologie, 67 € aux ministères financiers ou 120 € au ministère des Affaires étrangères. " *Un fonctionnaire peut être malade au Quai d'Orsay ou à Bercy. À l'Éducation nationale, il vaut mieux qu'il reste en bonne santé...* " comme le constate amèrement un fonctionnaire de la rue de Grenelle !

Demandons l'alignement de tous les fonctionnaires sur ceux des affaires étrangères !

Roland ROUZEAU (sources Mutualité de la Fonction Publique et Cour des Comptes).

L'avenir des retraités en France et en Europe

Quelles solidarités ?

STRATÉGIE EUROPÉENNE POUR LES RETRAITES

Depuis 2011, (Conseil Européen de Laeken), l'Union Européenne considère que les retraites sont « un enjeu crucial », et la Commission Européenne pousse les Etats membres à faire disparaître l'âge légal obligatoire. L'Allemagne est présentée comme un modèle avec un départ à 65-67 ans. Des débats y sont en cours pour un départ à 69 ans, et une part obligatoire en capitalisation.

Certes, chaque pays, reste maître de la fixation des modalités (années actives, montant des cotisations et des pensions...) mais il y a une constante valable pour les 27 pays membres, c'est que le nombre d'années de travail augmente (en même temps que le chômage !) et que le pouvoir d'achat des retraités se détériore partout, y compris dans les pays « modèles » comme la Finlande ou les Pays-Bas. Quant aux Pays du Sud de l'Europe, on assiste à un effondrement du niveau de vie : Grèce, Portugal, Espagne.

La « crise » justifie toutes les régressions, tandis que prospèrent les Paradis fiscaux, et que la fraude fiscale atteint en Europe le chiffre de 1 000 milliards d'Euros (60 milliards en France) !

LES RETRAITÉS EUROPÉENS

Les retraités Européens ne s'accommodent pas de l'austérité décidée par la Commission de Bruxelles. Non seulement la croissance tant promise n'est pas au rendez-vous, mais la récession s'installe avec des taux de chômage considérables surtout chez les jeunes : 25 à 50% selon les Etats !

Selon les chiffres publiés par « EUROSTAT » :

- En Grèce la retraite moyenne des enseignants serait d'environ 400 euros mensuel.
- En Espagne l'indexation des pensions est supprimée.
- Au Portugal 600 euros de pension mensuelle pour les instituteurs.
- En Italie les retraites supérieures à 1 200 euros par mois sont bloquées pour la troisième année consécutive.
- En Allemagne un nombre croissant de retraités tombent dans la pauvreté : 760 000 d'entre eux de plus de 65 ans ont, repris des « petits boulots » !
- Pour les enseignants, la retraite actuelle en Allemagne est à 65 ans avec un taux de remplacement de 71,25 du dernier salaire (il était de 75%).

De nombreux économistes, fustigent le pacte Européen de stabilité budgétaire, qui conduit à l'austérité. Ils font des propositions pour un pacte de croissance Européen, ce qu'avait promis le candidat François HOLLANDE avant son élection.

EN FRANCE

SELON LE RAPPORT DU C.O.R. (Conseil d'Orientation des Retraites).

« Le niveau de vie moyen des retraités est proche de celui des actifs ». En 2010 la pension moyenne s'élevait à 1 216 euros : 1 552 euros pour les hommes, 899 pour les femmes.

680 000 personnes touchent le minimum vieillesse soit 777 euros.

Même si on constate en France, un moindre recul du pouvoir d'achat des pensionnés, au regard des autres pays d'Europe, il n'empêche, qu'une régression s'installe, que le gouvernement se propose d'accentuer dès cette année.

La « résistance » des retraités et des actifs, et en particulier les manifestations massives et renouvelées y sont pour beaucoup dans les hésitations du pouvoir. Sans remise en cause de la politique d'austérité en France et en Europe, la spirale de l'appauvrissement, imposera des luttes de plus en plus coordonnées au niveau des 27 états membres.

L'EUROPE SERA SOLIDAIRE OU NE SERA PAS

La « règle d'Or », du « Pacte Budgétaire » (T.S.C.G.) (Voté, malgré l'opposition de la FSU, de la CGT et d'autres syndicats), a renforcé considérablement le pouvoir des Instances Européennes, au détriment de l'autonomie des décisions financières de chacun des gouvernements. Plus que jamais, les luttes que nous menons en France pour défendre nos retraites, notre pouvoir d'achat et notre protection sociale, doivent se doubler de manifestations solidaires dans toute l'Europe. C'est en marche !



La Confédération Européenne des Syndicats s'efforce de coordonner l'action contre les politiques ultra libérales, mais les positions des syndicats diffèrent selon les pays ; toutefois, il y a progrès : des rassemblements comme ceux du 14 novembre 2012, et de Bruxelles le 14 mars 2013, ouvrent la voie à la construction d'une EUROPE, solidaire et démocratique. Une semaine d'actions a été décidée du 7 au 14 juin pour « changer de Cap » !

La tragédie Chypriote, où, l'Union Européenne, le FMI, et la Banque Centrale, avaient inspiré une spoliation directe des épargnants, par un prélèvement sur leurs comptes bancaires doit servir de leçon à tous les pays d'Europe !

Fort heureusement, à l'unanimité le parlement de NICOSIE, s'appuyant sur le refus du peuple a refusé d'obtempérer : 0 voix en faveur de la Troïka !

Ce qui s'est passé à CHYPRE est révélateur des « valeurs » de « l'économie sociale de marché » telle qu'elles sont conçues par les Banques d'affaires.

Il n'y a pas de raccourci possible ; il faut changer l'Euro et l'Europe.

Yvon ADAM

Sources :

L'U.S. N° 727 janvier 2013.

Le Courrier du Retraité N°182 mars 2013.

Statistiques Eurostat – mars 2013.

Jean-Paul FITOUSSI, économiste à l'O.F.C.E. – Le théorème du lampadaire, Edition les liens qui libèrent 2013.

Francis WURTZ – Député Européen honoraire – « L'Humanité dimanche » 3 avril 2013.

Débat avec Daniel Rallet



Exposé de Daniel (économiste, SNES, ATTAC) : Face à la prochaine « réforme » des retraites, nous avons à nous armer, vite, pour la campagne d'opinion qu'elle implique et poser autrement le problème !

Pour cela, distinguons, notamment pour les retraites, « une période longue » de ce qui est nouveau et de la bataille à mener :

- La longue période se caractérise, **jusque vers 1990, par une amélioration continue** permettant généralement de sortir les retraités de la pauvreté (en 1970, 33% de pauvres et un niveau de vie de 72% par rapport à celui des actifs contre 10% et 95% en 1993). La loi de 1971 sur le calcul des retraites et la mise en place de complémentaires ont permis ce progrès. **La dégradation continue**, ouverte par le « livre blanc » de Rocard, passe par les « réformes » et les reculs de 1993, 2003, 2007, et 2010... **3 moyens d'agir sur les retraites** : le financement (13% du PIB aujourd'hui), le niveau des pensions, l'âge d'accès à la retraite (ouverture des droits et/ou annuités exigées).

Depuis 1980, le chômage et l'écrasement des salaires pèsent sur le financement des retraites à venir, plus que le vieillissement qui sert de prétexte pour baisser les pensions (de 20 à 25% selon le COR). La seule indexation sur les prix et non plus sur les salaires entraîne à terme un décalage négatif de 40% des pensions versées sur les salaires de référence.

- **Ce qui est nouveau ; l'austérité structurelle, systémique** : Précédemment conjoncturelle, « justifiée » par « la crise », « la dette », le ralentissement de la croissance et les déficits, l'austérité s'inscrit dans le long terme (le COR parle de 2060 !...). Alors qu'elle aggrave la crise, réduit la croissance (-20% en Italie !) et accroît les déficits, la baisse des dépenses publiques et sociales est privilégiée contre l'augmentation des recettes, des impôts plus justes et les cotisations sociales qui ont pourtant fait la preuve de leur efficacité. Cette politique néfaste relève-t-elle d'incompétence, d'aveuglement ou d'objectifs délibérés ne visant pas à réduire les déficits mais à s'en servir pour imposer des réformes structurelles ? Lesquelles ? * **La privatisation des services publics et des emplois publics.** * **Le démantèlement de la protection sociale solidaire.** * **Le démantèlement du droit du travail.** Pour rassurer les marchés financiers (Sarko) ! Résultats : -40% de pouvoir d'achat en 2 ans en Grèce ! Parce que les « caisses sont vides », il faut **des mesures immédiates**, dès 2013/2014, notamment vis-à-vis des retraites et des retraités.
- **La bataille pour 2013** : le COR et « la commission Y. Moreau » mise en place, font des propositions au gouvernement. Le 1^{er} avril (revalorisation des pensions sur les prix) étant passé, c'est le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2014 qui sera concerné : désindexation sur les prix, fiscalité accrue, en plus de l'augmentation des cotisations, et du report de l'âge de la retraite. Quelques compensa-



tions pour faire passer la « réforme » : H/F, pénibilité, carrières longues. Réforme systémique ? Par points ou comptes notionnels ?...

- **CONCLUSIONS** : Quelles autres solutions ? Quels droits nouveaux ? notamment pour tenir compte des mutations de la famille (parents isolés). Comment intervenir contre le chômage et la précarité (- de 30% ont travaillé de façon continue au cours de leur vie de travail). Assistance et/ou système contributif ? L'émancipation réelle c'est une autre conception de la retraite, échappant à la compétitivité accrue, et permettant de substituer à de vieux travailleurs fatigués, de jeunes retraités en forme et impliqués socialement.

LE DÉBAT a porté sur l'analyse de :

- La dénonciation de la financiarisation de l'économie et du mur de l'argent, et la nécessité de taxer les flux financiers spéculatifs.
- L'absence de rupture du gouvernement actuel avec la finance ; et la crise ne profite pourtant pas à la gauche de la gauche.
- La prise de pouvoir de l'Europe sur les budgets nationaux et la Confédération Européenne des Syndicats en reste à l'accompagnement, malgré la grève du 14/11/12 et du 5/03/13.

- L'impasse des mesures de régressions et la dénonciation des mensonges.
- Les risques pour la Fonction Publique et son code des pensions préparés par la caisse autonome résultant de la LOLF.
- L'importance relative du pouvoir d'achat et des services publics et de la protection sociale.
- Le maintien et le renforcement de la solidarité qui passent par la reconnaissance accrue qu'impôts - plus justes - et cotisations sociales sont décisifs.
- L'impasse de l'épargne individuelle.
- La crise systémique du capitalisme, mais dont il se sert médiatiquement.

- Les jeunes et la retraite, les fins de carrière, l'articulation travail-retraite, les inégalités H/F,
- La distinction entre 2 fatalismes : l'un portant sur les solutions, l'autre sur la possibilité de gagner.

Sur l'action à mener

- L'insuffisance de la mise en mouvement pour cette bataille des retraites. Quel projet pour la FSU, la CGT ? Quel espoir pour engager dans l'action ? Quels outils ?
- Le refus de la FGR, sur intervention de l'UNSA, de signer l'appel commun.
- Le syndicalisme mis en cause quant à son inadaptation à ce qui est nouveau.
- La construction d'une alternative en n'en restant pas à la résistance, mais aussi à l'efficacité trop négligée des batailles défensives :
- L'unité à construire, en France et en Europe, entre toutes les forces concernées, syndicats, partis, associations
- Les modalités d'action et la contribution des retraités, notamment dans la bataille d'idées, l'éducation populaire. A-t-on perdu la bataille d'idées ?

Edouard VERNIER

Compte rendu de la Commission Nationale des "Retraités"

Aix, Amiens, Besançon, Bordeaux, Caen, Clermont, Créteil, Grenoble, Limoges, Nancy, Orléans, Paris et Versailles étaient présents ; Nice était excusée

● Situation générale

présentée par Bernard :

Un contexte changé, suite au rejet de Sarkozy. Si la rigidité n'est pas la même, la rupture attendue n'est pas là ; le compte n'y est pas ! La plupart des Français sont maltraités, mais les riches de + en + riches. Le désarroi apparaît : élections dans le 60, vote de l'ANI et de la désindexation des pensions (AGIRC et ARRCO) sur les prix par CFDT, CFTC, CGC sous prétexte de retraités favorisés et de caisses vides....

Ces mesures ne peuvent qu'aggraver les difficultés, alors que 10% des retraités sont sous le seuil de pauvreté. Pourtant de l'argent, il y en a ! Il faut le prélever sur les revenus les plus élevés. Cela nécessite d'améliorer le rapport des forces pour être entendus du gouvernement. L'action et le rassemblement le plus large, dont le 6 avril, sont donc indispensables. Le récent congrès de la FSU a fait une place accrue aux retraités

et mis en place une « commission actifs-retraités » ; l'effort est notable pour surmonter les divergences – légitimes – apparues et renforcer ainsi l'unité et l'action, y compris au niveau européen.

La discussion :

Elle a porté sur la nécessité mais aussi la possibilité de faire autrement aujourd'hui, à condition d'affronter le totalitarisme de la finance, de redistribuer les richesses produites. Pour cela, il faut améliorer le rapport des forces, donc surmonter le fatalisme et le repli sur soi. Cela exige de mener une intense bataille d'idées, sur le fond, notamment sur l'enjeu financier, sans en rester à la dénonciation, mais en montrant la situation réelle, y compris au niveau syndical. Aller parler aux gens, notamment aux jeunes ! Ne pas négliger la nécessaire résistance et les avancées partielles, mais ouvrir de réelles perspectives d'un changement profond : de quoi avons-nous besoin réellement aujourd'hui, pour vivre mieux, dans le quotidien ? Quel est l'état du syndicalisme aujourd'hui et comment le booster ? Avec quelles propositions, crédibles ? Quel message pour la mobilisation et pour l'action, dans l'unité renforcée ? Comment aider au militantisme accru ? Se donner des outils et des occasions, pour aller vers les collègues, actifs et retraités. Chacun de nous est interpellé et concerné !

● Un rôle accru pour notre « commission nationale

proposé par Édouard.

Notre commission s'est recentrée sans doute trop exclusivement sur les questions des retraités, alors que la plupart d'entre elles ne sont pas spécifiques (santé, services publics, place des retraités dans la société...). Son développement a été continu : « secrétariat des retraités », bulletin retraités, amélioré et imprimé, mise en place du « groupe

national » et de réunions plus fréquentes, parfois sur 2 jours et approfondies, mise sur pieds des séjours, de plus en plus nombreux et régionalisés, d'un « stage-rencontre » en Bretagne en 2012, à poursuivre ailleurs en 2013, du site retraités national... Notre place est reconnue dans le Conseil Délibératif National du SNEP et dans les congrès, de la FSU, de la FGR, dans la SFRN ; nos travaux sont suivis de façon accrue par le S4...). La syndicalisation des retraités progresse. Nous ne pouvons cependant pas en rester là !



Pour mettre le plus grand nombre de retraités sur le pont, renforcer la bataille d'idées et la mobilisation, renforcer la confiance dans l'efficacité de l'action, notre groupe national et nos correspondants académiques sont appelés à un rôle accru et amélioré : renforcer la syndicalisation par le contact direct, mise en place de sites académiques, voire départementaux, contribution à la FGR, aux SFR, à la MGEN... mise en place de

« séjours » et de « stages » académiques, échanges accrus entre national et local et échos dans le bulletin....

La discussion a porté sur les conditions de la bataille d'idées, sur les raisons et les difficultés de la syndicalisation et de la mobilisation, sur l'accueil des jeunes retraités.... Les tâches spécifiques qui en résultent, pour la commission, pour les correspondants ou pour le secrétariat du groupe restent à préciser. Notre volonté est intergénérationnelle. Le débat sur la relation des retraités au métier et aux jeunes doit être poursuivi ; les relations avec FGR, SFR et au-delà, en vue de l'unité la plus large, sont variables selon les secteurs. Le nombre des académies absentes du groupe nécessite examen (contacts, parrainages, stages, rencontres...). Dynamiser les échanges d'informations entre national et local, notamment dans le bulletin. Les échéances syndicales ne sont pas spécifiques aux retraités et doivent être resituées dans un ensemble, dans un « projet sociétal ». À nous de démontrer, concrètement, la nécessité aujourd'hui, de notre structuration, de nos réunions.

● Le bulletin national des retraités

présenté par Viviane :

Il est en ligne sur le site national et lu par plus de 1 000 retraités ; les S3 et S2 semblent l'apprécier aussi. Son impact est certain sur la bataille d'idées et la mobilisation mais aussi sur la syndicalisation. La ligne éditoriale est donc importante. Marie-Claude et Viviane en assurent la préparation avec l'aide – efficace – de Jocelyne, notre secrétaire.

Notre bulletin est trimestriel et ne peut coller de près à l'actualité. La discussion : Déterminer ce qui relève du bulletin des retraités et du bulletin national, sans s'interdire d'aborder les questions générales,

Compte rendu de la Commission Nationale des "Retraités" (suite)



non spécifiques, mais utiles à nos lecteurs. Distinguer nos articles et les tribunes libres (forcément limitées). Un « rubriquage » régulier est nécessaire tels l'édito, la protection sociale (retraites, santé), la vie des régions, le métier, l'Europe, les séjours.... Le coût, s'il doit être pris en compte, ne doit pas nuire ni à l'attractivité, ni à l'efficacité syndicale du bulletin qui contribue au sentiment d'appartenance au SNEP. Penser aux jeunes retraités. Multiplier les intervenants, notamment locaux, faire échos à d'autres secteurs (FGR, SFR, SD, FSU...). Articuler avec les sites, le national et/ou académiques, notamment en y renvoyant pour ce qui ne peut paraître dans le bulletin national, intégralement ou partiellement. La longueur des articles doit être adaptée pour être attrayants sans nuire à l'approfondissement indispensable. Une enquête auprès des lecteurs est prévue. Régions, donnez votre avis ! Les actifs ont aussi leur place dans notre bulletin et nous dans le bulletin national.

● La syndicalisation

présentée par Louise :

1 107 AJ fin mars mais encore 130 NAJ et 56 nouveaux (pour 650 départs à la retraite cette année) ; 1 001 (96 NAJ) en 2009 ; 1 045 (70 NAJ) en 2010 ; 1 050 (110 NAJ) en 2011 ; 1 156 (48 NAJ) en 2012. Se préoccuper des futurs et jeunes retraités. Courriers diversifiés à faire selon les cas types. L'essentiel : le contact direct en intégrant que le moment charnière est le moment du départ à la retraite ; mettre sur

pieds des accueils conviviaux. Un questionnaire ? Rappelons que l'on peut payer 2 cotisations la même année civile, (pour 2 années scolaires différentes). Inciter au prélèvement automatique qui évitera les oublis et négligences. Le SNEP verse 11 000 euros à la FGR.

● Les « séjours »

présentés par Yvon :

Nous en sommes à la 10^{ème} année d'expansion positive, à la grande satisfaction des participants ; les « stages-séjours » contribuent à une nouvelle sociabilité inscrite dans une perspective syndicale. 150 inscriptions pour 82 participants différents ; mais 17 nouveaux seulement. Continuer, évoluer et diversifier, préciser les objectifs, notamment pour d'autres participants, avec une implication accrue des équipes académiques. Les faire connaître aux futurs retraités. Faut-il une ouverture accrue : FSU, familles, non-syndiqués ... ? Les séjours, par leur compte-rendu dans les bulletins, sont importants aussi pour les non-participants (image positive et conviviale du SNEP, questions posées...). Pour 2013 et/ou 2014 : en projet, Pays basque, Giens, Morbihan, Corrèze, Guadeloupe, Jura en janvier ; ensuite : Vercors, Bordeaux ?... D'autres ?

● Les « journées d'études »

présentés par Bernard :

Elles contribuent à la rencontre – syndicale – des collègues retraités d'une académie ; elles constituent un apport réciproque à partir d'une analyse de la situation mais aussi à partir de questions plus particulières. Pour 2014 : région parisienne et Aix en juin. Grenoble envisage une rencontre à Antraigues, sur 2 jours. À Colmar, une rencontre intersyndicale de retraités sur 2 jours a été un succès. Nous attendons d'autres propositions des académies ! ...

Edouard VERNIER



André COMTE-SPONVILLE : Philosophe

« Le Capitalisme est-il moral ? »

Edition Albin Michel 2009

C'est un ouvrage d'actualité.

Selon l'auteur « le capitalisme fonctionne à l'égoïsme, c'est pourquoi il fonctionne si fort ». La « moralisation » du capitalisme, c'est ce qu'on lui arrache par les luttes et la politique, c'est ce que l'on impose aux marchés, par exemple, interdire le droit de travail aux enfants. On moralise le capitalisme en instaurant les libertés syndicales, les congés payés, la retraite, la sécurité sociale, mais le capitalisme n'en reste pas moins, fondamentalement amoral.

Yvon ADAM



Quand des retraité(e)s syndiqué(e)s se retrouvent et débattent

Une réunion des retraité(e)s de l'Académie de Grenoble a eu lieu le 19 Mars 2013 à Fontaine.

14 collègues, représentant tous les départements étaient présents.

2 Thèmes ont été abordés :

- Un débat général à partir de quelques éléments illustrant la situation actuelle.
- Les suites à donner, dans l'académie, à cette réunion.



LE DÉBAT GÉNÉRAL

1) des éléments en terme de constat autour de 3 axes :

- Des choix fondamentaux sont à faire dans notre société où le fossé ne fait que s'accroître entre les « pauvres » et les « riches ». Or pour le moment est fait le choix d'une société de l'offre alors que pour satisfaire les besoins, on devrait se situer dans un profil de la « demande ».

Se pose alors la question : *Y-a-t-il nécessité d'une cure d'AUSTERITÉ ?*

- La FSU et le SNEP portent-ils assez haut et fort nos revendications sur les retraites ?

(retraite à 60 ans, suppression de la décote, 75% du dernier salaire, fin de carrière) et pour les retraité(e)s (pouvoir d'achat, santé, dépendance) ?

- D'autre part la diversité des organisations auxquelles se réfèrent les retraité(e)s (SNEP, SFR/FSU/FGR/PÔLE des retraité(e)s) n'est-elle pas un obstacle à la compréhension et à l'unité de la lutte revendicative ?

D'où la question : *Qu'elle est LA PLACE des RETRAITÉ(E)S dans la société aujourd'hui en France ? en Europe ?*

2) des idées pour essayer d'avancer

- Où militer pour faire avancer les idées ? Pour certains, ce ne peut-être que dans un parti politique. Pour d'autres, la structure syndicale peut permettre de réfléchir collectivement (notamment avec le SNEP qui a représenté pour notre profession un fort point d'ancrage). Pour d'autres encore dans des associations citoyennes de toutes sortes. N'est-il pas nécessaire d'ENVISAGER tous ces angles d'attaque ?
- Travailler de façon approfondie sur les questions du Libéral Socialisme.

Pour cela, acquérir le plus de CONNAISSANCES possibles avec l'aide d'intervenants extérieurs sur les questions politiques, économiques, sociales pour expliquer et informer. Certains pensent que le SNEP a encore trop peur d'aborder les problèmes en se plaçant sur ces plans-là.

PERSPECTIVES POUR L'ACADÉMIE

- Se retrouver 1 ou 2 fois par an sur 1 journée ou 2, dans l'optique d'une « INITIATIVE CITOYENNE » avec la présence d'un intervenant extérieur, sur un thème concernant les questions évoquées ci-dessus. Il sera bien sûr nécessaire de se poser la question de l'aspect financier.
 - Donc 2 possibilités
- 1 journée avec : débat / repas convivial / expo d'œuvres artistiques de collègues.
 - 2 jours : 1 Projet est envisagé pour l'automne 2014 : peut-être à Entraigues autour de la « Maison J. Ferrat » avec toujours : débat / visites / convivialité / activités diverses / expo.
- Constitution d'un comité restreint : M. Buclon / B. Dumas / J.L. Refuggi / R. Reynaud / J.P. Tournaire / B. Vallet.

Cette première réunion s'est bien évidemment terminée par un moment convivial autour d'un repas.

Michèle BUCLON

Comment distinguer la SFR-FSU de la FGR-FP ? par l'action !

C'est ce que révèle l'épisode du mois d'avril lorsqu'il s'est agi d'intervenir massivement contre le danger de non revalorisation de nos pensions.

Dans le même temps où les SFR départementales prenaient l'initiative d'actions unitaires, ou y participaient activement quand c'est la CGT qui initiait, la SFR-FSU nationale proposait dans un premier temps, par des rencontres bilatérales, aux autres organisations de retraités de s'adresser au Président de la République avec demande d'audience. Trois ont été d'accord : FO, Solidaires, la CGT. La CFDT a refusé toute rencontre et manoeuvré pour en dissuader d'autres ; la CFTC et la CGC n'ont pas donné suite à notre invitation. L'UNSA préférerait attendre ne jugeant pas ses adhérents prêts. C'est ainsi que la FGR-FP a répondu qu'elle ne donne son accord que quand ses grandes composantes sont à l'unisson !



Mais dans les départements, l'action du 28 mars s'est développée de manière très diversifiée avec parfois l'UNSA et la FGR comme dans le Rhône, avec la FGR dans la Loire et le Finistère et l'Orne, avec la CGC dans la Vienne. Les formes d'action ont combiné la distribution de tracts, la lettre ouverte aux parlementaires, la conférence de presse et la manifestation.

L'unité sur des bases offensives est en marche pour faire aboutir nos revendications. Et l'action seule permet de faire bouger les choses. Le développement de la SFR-FSU est incontournable pour changer le rapport de force dans l'inter UCR comme au sein de la FGR.

Gérard WERMELINGER



Livres

Jean-Paul FITOUSHI : Economiste à l'OFCE

« *Le théorème du Lampadaire* » – Edition Les liens qui libèrent 2013

Ainsi que de nombreux Economistes en France et dans le Monde : (Joseph STIGLITZ, Prix Nobel 2012)

L'auteur fustige le Pacte Européen, et la politique d'austérité qui l'accompagne.

Son livre est un cri d'alarme, qui anticipe sur les remous qui commencent à se manifester dans tous les pays Européens, y compris en France dans la majorité gouvernementale.

Il est possible d'inverser le cap ... c'est un problème politique avant d'être économique.



Jean-Marie HARRIBEY : Economiste

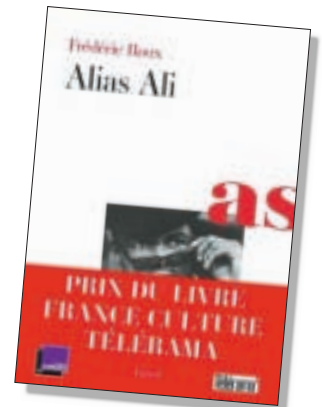
« *La Richesse, la Valeur et l'Inestimable* » - Edition Les liens qui libèrent 2013

Selon l'auteur, la crise actuelle vient d'avoir conduit toujours plus loin, la logique même du système, et non pas de s'en être affranchi.

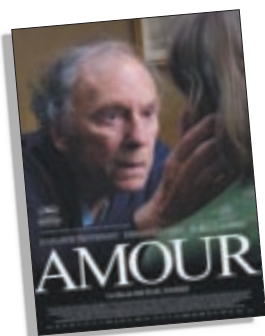
Le Professeur d'Economie, membre du Conseil scientifique d'ATTAC montre comment la grande bourgeoisie et sa fraction la plus mondialisée, en faisant « tourner » son capital lamine les salaires et épuise les ressources naturelles.

Frédéric ROUX chez Fayard « Alias Ali »

... « On reste scotché par cette biographie d'une audace d'écriture et d'un dynamisme, d'une énergie, rarement vus, rarement lus. Pensiez-vous jamais vous passionner pour la vie du champion du monde poids lourds Cassius Clay, rebaptisé Muhammad Ali lors de sa conversion à l'islam, en 1964 ? Surtout pas ! Jetez donc un œil sur les six cent quarante pages admirablement découpées et mises en écho, en miroir de la grande histoire Américaine par Frédéric Roux... ».



Films



« AMOUR » de Haneke

Seul, même à deux ...

Pourquoi tant de réticences à aller voir ce film ?

La diffusion médiatique, après le couronnement au Festival de Cannes (2012) de cette œuvre de M. Haneke, aurait pu m'inciter à suivre l'enthousiasme des critiques. Cependant, les quelques images entrevues à la télé ont suffi à provoquer un rejet catégorique.

Pourquoi ?

Il y a trente ans, j'aurais sans doute projeté la crainte du vieillissement de mes parents, mais aujourd'hui, c'est ma propre image et mon devenir, dans la réalité de mes 78 ans, qui sont mis en cause.

Pour la rubrique « Culture » de notre bulletin, j'ai quand même réussi à surmonter « l'épreuve de vérité » en supportant

pendant deux heures les questions radicales que pose ce film.

Jusqu'où peut-on accepter d'imaginer l'inéluctable décrépitude du corps et les défaillances de l'esprit ? Jusqu'où peut-on faire porter aux autres, au conjoint, à la famille, la charge d'une situation insoutenable ? Choisir de rester chez soi (quand il est encore temps) en recevant des soins affectifs et adaptés (mais à quel prix ?), ou s'en remettre aux soins techniques des institutions spécialisées ?

Quand tout va bien, personne n'a envie de se projeter dans le pire qui pourrait nous attendre ... Alors que faire devant la réalité de notre condition humaine ? Pour certains, seul l'instant présent est assumé, au jour le jour, sans illusion, mais tourné jusqu'au bout, même dans la souffrance, vers le goût de la vie ; n'est-ce pas un des meilleurs choix que nous pouvons rencontrer autour de nous ?

En maintenant la richesse de l'humain, dont chacun est porteur, pouvons-nous espérer que notre présence restera en lien avec notre entourage, jusqu'à l'ultime fin de l'existence ?..

Le mot « Amour » est sans doute un bon titre pour rendre compte de cette relation, d'un couple uni, dans la vérité de leurs limites. **Suzanne FORGET**

Stages - séjours 2013

Antibes

« Le choix de la LIGNE CLAIRE »

Pour la huitième année, les retraités de « SNEP Toujours » se sont retrouvés au CREPS d'Antibes. Cette année le stage coïncidait avec le festival de Cannes, l'officiel très médiatisé, mais aussi le festival alternatif consacré à la « Vision Sociale » (notamment le film de Gérard Mordillat « *Le Grand Retournement* »). Notre rencontre s'est organisée autour de deux axes principaux centrés sur la « ligne claire », celle du dessin au trait, et celle de notre position sociale.

D'abord, la ligne du dessin avec, après une soirée consacrée à différents aspects de la vie et l'œuvre de Picasso, des visites de musées (Picasso, Antibes, Vallauris), et une journée passée autour du tout nouveau musée Jean Cocteau à Menton, où nous nous sommes essayés à la reproduction d'une partie de la décoration de la salle des mariages, avec un dessin collectif en « ligne claire » digne des grands dessinateurs et auteurs de bandes dessinées. Nous avons aussi suivi la ligne odorante des orangers du Mexique le long du littoral et les différentes fragrances de la capitale des parfums avec une journée à Grasse (fabrique de parfums, visite de musées ...).

Puis, pendant cette période du festival de Cannes, où les médias se focalisent sur les richesses de tous les « people » réunis, nous avons réfléchi sur les contrastes de la côte d'azur. Une discussion avec un élu antibois - Gérard Piel - nous a permis d'aborder l'impact pour la Ville de la présence du plus gros tonnage de yachts de luxe, à l'heure de la récession et des menaces pour les retraites. Nous avons même vécu cette contradiction sociale, lors d'une manifestation citoyenne sur le « qui des milliardaires », poursuivie dans « l'envers du décor » dans le quartier populaire des Châtaigniers (HLM) d'Antibes. Une fois de plus, « SNEP Toujours » a montré ses capacités à lier convivialité, réflexion sociale, syndicale et intérêts artistiques, sans oublier nos pratiques sportives (gym/danse, bains de mer, pétanque, randonnées, ...). **Millie JOUBERT**



Bretagne

Ce 2^{ème} séjour breton organisé de main de maître par Annick Beguery restera pour les 17 collègues présents, un souvenir intense, chaleureux, riche en belles émotions et fortes sensations.



Un coup de vent, un coup de pluie,
Un coup de soleil, un coup de froid,
Du ciel bleu, des nuages fugaces,
Une mer aux multiples reflets,
Des vagues parfois apaisantes,
parfois fracassantes... Que de plaisirs variés !

Nous avons randonné sur les sentiers côtiers, sur les plages, sur les chemins abrités (pointes de l'Armorique, de Locquirec, de la côte de granite rose, de l'île aux Moines.)

Nous avons visité le château de Rosambo à Lanvellec, le musée du Trégor

à Guimaëc, le musée des Télécoms à Pleumeur-Bodou et Océanopolis à Brest. Nous avons navigué sur une mer calme sous un ciel dégagé vers l'archipel des 7 îles (réserve naturelle aux 12 espèces d'oiseaux marins.)

Nous avons affronté les éléments naturels en pratiquant le char à voile (un peu de frayer puis un plaisir grisant) et la marche aquatique (un peu d'appréhension puis un délicieux bien-être.)

Nous avons rencontré Olivier, Serge et Henri : collègues locaux venus proposer des activités : jeux bretons, Fez-Noz, randonnées.

Nous avons compris les problèmes économiques locaux grâce à des exposés sur la pêche côtière en détresse, la probable exploitation de la dune sous-marine de la baie de Lannion et le ramassage incessant des algues vertes.

Nous avons échangé sur les problèmes de société actuels, sur leur retombée syndicale et sur la gestion de notre statut de retraités.

Enfin nous avons été choyés par le personnel du manoir de Kérallic... et l'osmose des différentes générations nous fait entrevoir un avenir riche et positif de ces rencontres « SNEP TOUJOURS. »

MERCI ANNICK ET KENAVO.

Brigitte COULEAU

Baie de Somme

La transmission

Il est fréquent que nombre de personnes connaissent les grandes baies du monde, Rio, Halong, les Saintes, en oubliant la Baie de Somme, pourtant classée parmi les plus belles. Ce n'était pas le cas des collègues participant en joli nombre au stage organisé par SNEP Toujours la première semaine de juin. Les animateurs avaient choisi de placer le séjour sous le signe de la transmission en soudoyant même le soleil qui a décidé que l'été remplacerait l'hiver dès ces premiers jours de juin.

Le choix de résidence dans une maison associative nous a permis dès notre arrivée de conjuguer la transmission générationnelle, en côtoyant et en chantant avec de jeunes enfants conduits par leurs éducateurs. Pour parfaire cette solidarité, nous avons aussi rencontré les collègues de l'Académie, en pleine activité lors d'une journée régionale de l'UNSS sur les « sports collectifs de plage » à Fort Mahon.

Nous avons aussi décliné la transmission générationnelle dans différentes approches historiques (la vie des pêcheurs au Tréport, la vie des verriers et des « gamins » à Blangy, la cité médiévale de Saint Valéry) et écologiques

(le littoral picard des falaises aux galets et aux dunes, la baie entre sa faune et sa flore) avec de nombreux « travaux pratiques » sous forme de randonnées et autres promenades, visites ou apprentissage de la pêche à pied, sans oublier les multiples dégustations de produits locaux ...

La transmission du Patrimoine social ne saurait être négligée dans un stage syndical ! C'est dans ce but que nous avons rencontré deux délégués CGT du « Vimeu industriel », qui nous ont montré leurs archives sur la naissance du mouvement syndical spécifique à cette région, avant d'aborder les différentes facettes des luttes actuelles, à l'origine d'un fructueux débat.

Encore une fois, les militants de SNEP Toujours, ont montré leur savoir faire et leurs idéaux en nous permettant de mieux approcher la belle idée de Solidarité, dans une atmosphère conviviale et chantante.

Millie JOUBERT



Stages - séjours 2014

Jura

Dates : du 25/01 au 1/02/2014 ?

Quelques précisions sur le séjour dans le JURA en 2014 :

Lieu : Le Crépillon au Rousses ? (Piscine, salle de musculation).

Activités Physiques :

Sans déplacement en voiture et avec ou sans accompagnateur (au choix) :

1. Randonnées en raquettes ou à pieds, (en fonction de l'enneigement).
2. Ski nordique, (sur des parcours au choix, allant de pas accidentés du tout à très accidentés).

Activités culturelles :

- Visite de la MAISON DU PEUPLE à SAINT-CLAUDE et historique sur les coopératives ouvrières ; (celles de St. Claude firent « école » jusqu'en Russie) ; (19 et 20^{ème} siècle).
- Les MUTUELLES dans le Jura ... et ailleurs.
- Visite à GENEVE du CERN (c'est gratuit et c'est la plus grosse « machine » du monde pour explorer la matière... ça plane !!!).
- Le parc naturel du HAUT-JURA. (un peu plus terre à terre).
- Eventuellement (si mauvais temps) : musée de L'ABBAYE, musée de la pipe et du diamant ... etc. ... démonstration de chiens de traîneaux.

André COLLET - Pierre MAURIS



La Londe les Maures

Dates : une semaine du 1^{er} au 8 juin 2014

20 personnes

Village de vacances AZUREVA – adossé au massif des Maures à 2 kms de la mer.

Village typiquement provençal dans un site calme et verdoyant

Randonnées pédestres

Balades découverte

Bains de mer, nautisme (et piscine chauffée dans le village de vacances)

Gym, danse...

Visites culturelles guidées +...vos suggestions !

Chambres doubles avec sanitaire – terrasse ou balcon (accès facile pour personnes à mobilité réduite).

Pension complète (du dimanche au dimanche) de 450 à 520 euros.

Accès par gare SNCF : Hyères

Avion : aéroport de Toulon

Voiture : sortie autoroute Toulon A 570 puis N 98

Suzanne FORGET

Corrèze

Séjour SNEP en Corrèze ! C'est nouveau !

Dates : du lundi 13 au dimanche 19 octobre 2014

Vous avez la résistance au cœur ?

Vous aimez la nature et les activités de plein air ?

La gastronomie vous enchante ?

Le stage en Corrèze, dans le secteur de Brive la Gaillarde, prévu, est fait pour vous !

N'hésitez pas une seconde, venez découvrir les richesses de notre terroir.

Sylvie DURTH



Stages - séjours 2014

Inscriptions

Pays Basque



SÉJOUR EN PAYS-BASQUE SEPTEMBRE 2014

BILBAO : Renouveau de l'ancienne capitale de la sidérurgie, grâce à l'art :

- La vieille ville
- Le port et son pont suspendu, ses poissons grillés !...
- Les Musées (au choix)
 - Musée des beaux-arts
 - Musée Basque
 - Musée Guggenheim
- Promenade ou randonnée dans les vignobles de **GETARIA**, au-dessus de l'Océan.
 - Découverte du **TXAKOLI**
- Visite guidée de la coopérative de **MONDRAGON** : expérience d'économie sociale.
- Le sport universitaire des deux côtés des Pyrénées (tournoi transfrontalier de pelote basque, etc...).
- Et bien sûr 3 ou 4 soirées d'échanges syndicales.



Francine LETIENNE

Bulletin d'inscription

COUPON RÉPONSE

A titre indicatif, afin de pouvoir réserver suffisamment tôt (obligation de versement d'arrhes un an à l'avance)

Nous vous demandons de bien vouloir vous préinscrire auprès de Louise GAVARY

Par mail : louise.gavary@snepsu.net ou par téléphone : 01 44 62 82 10

ET AU PLUS TARD LE 30 SEPTEMBRE 2013 POUR LE JURA

NOM :

PRÉNOM :

NOMBRE DE PERSONNES :

STAGE(S)-SÉJOUR(S) :
.....